Notes de l'allocution adressée au Comité permanent de la politique sociale au sujet du projet de loi 68 (le mardi 11 avril à 17 h 20)

- 1 Je vous remercie énormément de me permettre de m'adresser au Comité permanent aujourd'hui.
- 2 En tant qu'officier de l'Assemblée législative, l'Ombudsman de l'Ontario favorise l'équité, la transparence et la responsabilisation dans le secteur public de la province depuis plus de 40 ans. Depuis 2008, nous agissons aussi comme enquêteur des réunions à huis clos pour environ la moitié des 444 municipalités de l'Ontario. Nous avons traité plus de 900 plaintes concernant des réunions tenues abusivement à huis clos.
- 3 Et depuis l'entrée en vigueur de la *Loi sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés* l'an dernier, nous avons vu s'ajouter à notre mandat la supervision pleine et entière de l'ensemble des municipalités, des universités et des conseils scolaires de l'Ontario. Jusqu'à présent, nous avons traité plus de 4 000 dossiers – plaintes et enquêtes confondues – ayant trait aux municipalités. C'est l'un des secteurs dans lesquels nous recevons le plus de plaintes.
- 4 Par son travail auprès des municipalités ontariennes et sa vaste expertise en supervision des organismes gouvernementaux de la province, mon Bureau apporte une perspective unique sur les moyens d'améliorer la transparence, l'accessibilité et la responsabilisation dans le secteur municipal.
- 5 Il y a trois points que j'aimerais traiter :
 - les plaintes concernant des réunions à huis clos,
 - le traitement des plaintes à l'échelon municipal, et
 - les commissaires à l'intégrité.
- 6 La première chose que je souhaite dire clairement, c'est que le projet de loi 68 constitue un progrès qu'on attendait depuis longtemps.
- 7 Il y a plusieurs choses que j'appuie sans réserve.
- 8 Une définition plus claire de ce qui constitue une réunion (y compris la notion de quorum), des codes de conduite obligatoires, le recours obligatoire aux commissaires à l'intégrité, dont les fonctions sont étendues; voilà autant d'améliorations importantes pour la responsabilisation municipale.
- 9 J'ai également préparé un mémoire qui accompagne mon allocution.
- 10 Premier point, les plaintes concernant des réunions à huis clos. Le projet de loi 68 propose d'apporter plusieurs modifications aux exigences relatives aux

réunions publiques prévues dans la *Loi sur les municipalités* et la *Loi sur la cité de Toronto*. Ces modifications visent à combler des lacunes de longue date, comme l'absence d'une définition claire de ce qu'est une réunion.

- 11 Nous savons d'expérience que dans bien des cas, les représentantes municipales et les représentants municipaux ne savent pas trop si la définition s'étend aux rencontres à l'extérieur de la salle du conseil. Il arrive qu'un quorum de membres assiste à une réunion convoquée par un tiers et enfreigne les règles des réunions publiques sans le savoir. Parfois, des membres du conseil participent à une rencontre sociale, ce qui n'a rien de mal en soi, mais dans certains cas, il y a discussion d'affaires de la municipalité et prise de décision, ce qui contrevient aux règles.
- 12 Vu mon expérience d'application des règles des réunions publiques, je crains que la définition de « réunion » proposée dans le projet de loi 68 ait des conséquences imprévues.
- 13 Il y est énoncé qu'un « quorum » de membres d'un organisme local doit être présent pour qu'il y ait réunion. C'est logique, puisque la prise de décisions valides exige la présence d'un quorum légal.
- 14 Il y est aussi proposé que les membres du conseil participant à une réunion par voie électronique ne fassent pas partie du quorum. Ce concept, pris seul, peut avoir du sens.
- 15 Toutefois, l'effet combiné de ces dispositions est qu'une réunion ne serait considérée comme valide que si un quorum de membres est **physiquement présent**.
- 16 À notre avis, cela pose problème, car mon Bureau a vu de nombreux cas où les membres d'un organisme municipal ont fait avancer de façon importante les affaires ou la prise de décision de la municipalité sans être physiquement présents – par une série d'appels téléphoniques, de rencontres ou de courriels.
- 17 Actuellement, ces actions constituent des infractions aux règles des réunions publiques, et à juste titre. Les règles sont là pour garantir que la population peut observer la marche du processus décisionnel démocratique. Or, dans la version actuelle du projet de loi, les rencontres électroniques en série passeraient sous le radar.
- 18 Pour que la nouvelle définition du terme « réunion » ne relègue pas dans l'ombre des coulisses la prise de décision municipale, je propose d'ajouter au projet de loi 68 une disposition interdisant aux conseils, aux conseils locaux et à leurs comités de faire avancer de façon importante les affaires ou la prise de décision de la municipalité par voie électronique ou par une série de communications.

- 19 Nous avons par ailleurs constaté que beaucoup d'organismes municipaux ne se rendent pas compte qu'ils constituent des conseils locaux, donc sont tenus de respecter les exigences relatives aux réunions publiques. De plus, les règles des réunions publiques ne s'appliquent pas toujours uniformément aux sociétés municipales selon qu'elles sont classées comme des sociétés de services municipaux ou non. Je propose une nouvelle définition du terme « conseil local » qui serait formulée de façon à clarifier les choses et à uniformiser l'application des règles.
- 20 Le projet de loi 68 propose d'obliger les municipalités et les conseils locaux à adopter une résolution en réponse au rapport de l'enquêtrice ou enquêteur suivant une plainte pour réunion tenue à huis clos. Afin de garantir l'uniformité et d'améliorer la responsabilisation, je propose que cette obligation s'applique aussi aux rapports que j'adresse aux municipalités et aux conseils locaux.
- 21 J'aimerais souligner un autre point important au sujet des règles elles-mêmes. Les règles des réunions publiques favorisent l'accessibilité, la transparence et la responsabilisation en matière de gouvernance municipale. L'obligation pour les conseils locaux de se réunir publiquement constitue la base de toute gouvernance locale se voulant démocratique. Toute exception à ces règles doit donc être restreinte et interprétée de façon restrictive.
- 22 Le projet de loi 68 propose plusieurs nouvelles exceptions aux exigences relatives aux réunions publiques. Je suis particulièrement préoccupé par le nouvel alinéa 239(2)k) de la *Loi sur les municipalités* et la disposition correspondante dans la *Loi sur la cité de Toronto*. Selon cette nouvelle exception, les organismes municipaux seraient autorisés à discuter à huis clos des sujets suivants : « une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé dans le cadre d'une négociation ».
- 23 Le libellé de cet alinéa est extrêmement général et pourrait faire en sorte que beaucoup de discussions actuellement publiques se tiennent à huis clos.
- 24 Mon collègue officier de l'Assemblée législative, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, partage cette réserve. J'ai eu l'occasion de lire son mémoire au présent comité, dans lequel il recommande le retrait des nouvelles exceptions proposées, à moins que le ministère produise une justification détaillée de ces exceptions, avec d'autres modifications. M. Beamish est l'expert des questions d'accès à l'information dans le secteur municipal, et j'appuie pleinement ses recommandations.
- 25 Deuxième point, la résolution des plaintes à l'échelon municipal. En tant qu'Ombudsman, je suis pour l'équité administrative dans tout le secteur public. J'encourage donc les organismes publics à se doter de politiques et de procédures uniformes et transparentes pour traiter les plaintes du public. Toronto est actuellement la seule municipalité tenue d'avoir un processus formel de

traitement des plaintes par nomination d'une ou un ombudsman. Notre Bureau conseille habituellement aux municipalités d'avoir des processus pour traiter les plaintes du public. Je vous propose de faire en sorte que la loi oblige toutes les municipalités à en faire autant.

- 26** De plus, les services municipaux de responsabilisation devraient être gratuits. Malheureusement, plusieurs municipalités exigent des frais pour traiter une plainte, qu'elle soit adressée à une ou un commissaire à l'intégrité, à l'ombudsman municipal ou à une enquêtrice ou un enquêteur de réunions à huis clos. La responsabilisation municipale ne devrait pas être facturée aux personnes signalant un problème. Dans mon mémoire, je propose des modifications pour interdire aux municipalités d'exiger des frais en pareil cas.
- 27** La conduite des membres d'un conseil est de loin le sujet le plus fréquent dans les plaintes reçues par mon Bureau au sujet des municipalités. J'appuie sans réserve les dispositions du projet de loi 68 qui obligeraient toutes les municipalités à avoir un code de conduite et à nommer une ou un commissaire à l'intégrité pour le faire respecter. Ces dispositions calmeront les inquiétudes de la population à ce sujet.
- 28** Toutefois, je sais que certaines municipalités interdisent au public de déposer des plaintes auprès de leur commissaire à l'intégrité. Je propose de modifier le projet de loi de façon à garantir que chaque Ontarienne et Ontarien a accès aux personnes chargées de responsabiliser les municipalités.
- 29** Mes observations d'aujourd'hui reposent sur mes nombreuses années d'expérience comme Ombudsman, notamment dans le secteur municipal. Je suis le premier à admettre que je ne suis pas un rédacteur législatif, mais j'ai aujourd'hui suggéré des modifications qui, selon moi, amélioreront le projet de loi ainsi que la transparence, l'accessibilité et la responsabilisation des municipalités.